

L'ÉDITO

La Rédaction

LA PRESSE, PILIER DE LA DÉMOCRATIE

Lire une information de qualité, c'est la moindre de vos exigences. Vous la livrer, jour après jour en partant d'une page blanche, c'est notre engagement. Notre métier, aussi. Aujourd'hui, cette mission est menacée.

Au moment même où il a été publié sur le site du « Soir », cet article, comme tous les autres de ce journal (et de tous les journaux d'Europe), a été aspiré par des robots. Google, qui ne rétribue pas les producteurs de contenus, valorisera ensuite ces « copier-coller » grâce à la publicité. Les Gafa (Google, Apple, Facebook, Amazon), qui contrôlent 80 % du marché publicitaire, auront, au passage, siphonné vos données personnelles. Et comme 47 % des Européens

ne se contentent que des extraits de presse affichés sur les réseaux sociaux, il ne restera que des miettes pour les entreprises de presse, insignifiantes au regard des investissements à consentir pour garantir une information de qualité.

Telle est l'équation qui se présentera, ce mercredi, aux 750 eurodéputés, appelés à se prononcer sur un projet historique de directive sur le droit d'auteur. Ce texte a pour objectif sain de rééquilibrer le rapport de force entre les créateurs et ces multinationales améri-

caines, qui ont bâti une part importante de leur « business model » sur l'agrégation de contenus. En clair : il ouvrira la possibilité, pour les éditeurs, de réclamer une juste rétribution de leur production. Une paille pour Google (10,9 milliards d'euros de bénéfices en 2017) ou pour Facebook (13,8 milliards). Une question de survie, pour la presse, le journalisme. Mais aussi la démocratie.

L'Europe doit saisir sa chance. Elle peut démontrer, aujourd'hui, qu'elle n'a pas vocation à se rabaisser au statut de filiale numérique de la Silicon Valley. Elle a le pouvoir (le devoir) de porter son industrie culturelle et créative (qui pèse 509 milliards et 7,5 % de l'emploi). Et dont les contenus méritent tout autant d'être protégés que les brevets

L'information de qualité a un coût. Et une valeur. L'offrir aux multinationales américaines signerait son arrêt de mort

- inviolables, eux ! - des Gafa. Elle peut aussi envoyer un signal clair : la liberté d'expression, et son corollaire, celle de la presse, est sacrée. La museler, en asséchant ses moyens, fera inmanquablement vaciller ce socle démocratique. Ironie du sort, c'est précisément la menace de « censure » qu'aura brandie une armée de lobbyistes, relayée par une alliance improbable entre ultralibéraux, libertaires et populistes, féroce-ment opposés à la directive. Avec l'appui insidieux des Gafa, le débat de fond a été submergé dans une vaste campagne de désinformation, à coups

de centaines de milliers de spams, de tweets automatiques, bombardés, parfois, depuis les Etats-Unis ou l'Inde. Les mythes se sont répandus. Et ancrés dans un inconscient collectif, voire un parlement inconscient, qui, aujourd'hui, semble majoritairement disposé à rejeter ce projet de directive. Soyons clairs : non, personne, et encore moins la presse, ne souhaite « tuer le web » (sa planche de salut) ou brider les libertés individuelles (son cheval de bataille). La directive « droit d'auteur », qui sera totalement transparente pour l'internaute, n'a pas non plus pour objet absurde d'empêcher quiconque de publier des hyperliens, de brider le droit de

citation ou d'assassiner Wikipédia. Colporter ces messages relève de la malhonnêteté. Le jeu ambigu de certains eurodéputés est, à ce titre, interpellant. Que ce projet de directive ne soit pas parfait, certes. De là à en nier les fondamentaux, il y a un pas dangereux que certains ont choisi de franchir.

Né au XVIII^e siècle sur une idée de Beaumarchais, le droit d'auteur, garantissant une juste rétribution des créateurs, a permis d'accélérer le bouillonnement des idées et le développement d'un patrimoine culturel commun. L'Europe, qui avait pourtant innové en protégeant les données de ses citoyens, reculerait en décidant tout à coup de ne plus protéger les droits de ses créateurs. L'information de qualité a un coût. Et une valeur. L'offrir sur un plateau aux multinationales américaines signerait son arrêt de mort. Et quand la presse est moribonde, c'est la démocratie qui tousse.